

Publié le 23 Juin 2018 - Mis à jour le 23 Juin 2018

Combat de longue haleine

Syrie : des milliers de personnes fuient de nouvelles zones de combat. Mais où en est le régime dans sa "reconquête" ?



La guerre en Syrie n'est pas terminée, malgré l'affaiblissement de l'Etat islamique. Les zones de combat en Syrie sont toujours nombreuses et éparpillées sur tout le territoire.



Avec [Alain Rodier](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Alors que des centaines de familles auraient fui les zones rebelles du sud ouest de la Syrie, avant une offensive des forces de Bachar el-Assad, ou suite à une attaque qui aurait mené par Israël dans la zone de Deir ez-Zor, selon Washington, où en sont les combats en Syrie ? Quelles sont encore les zones de combats sur le terrain ?

Alain Rodier : Les zones de combat en Syrie sont nombreuses mais éparpillées sur tout le territoire.

Les belligérants sont divers et variés et, souvent, ont des agendas qui leur sont propres. Des forces progouvernementales constituées de l'armée régulière mais aussi de milices chiites comme la Liwa Fatemiyou (des Afghans encadrés par des pasdaran iraniens) s'apprêtent à déclencher une vaste offensive au sud-ouest du

pays dans la région de Deraa. Leurs objectifs sont les territoires qui sont sous le contrôle de groupes de l'Armée syrienne libre (ASL) soutenus par les Américains depuis la Jordanie voisine mais aussi par le Hayat Tahrir al-Cham (HTC), une coalition rebelle salafiste héritière du Front Al-Nosra. Son chef militaire, Al-Joulani, a "officiellement" rompu avec l'émir d'Al-Qaida "canal historique", le docteur Al-Zawahiri... Ultérieurement, la poche de Daech située au croisement du plateau du Golan tenu par les Israéliens et de la Jordanie (à l'extrémité sud-ouest de la Syrie) pourrait aussi être visée.

A noter que si le HTC est bien un objectif dans cette partie sud du pays, il est aussi très présent dans la province d'Idlib au nord-ouest où il est en conflit ouvert avec d'autres formations rebelles dont plusieurs dépendent pour certaines d'Al-Qaida "canal historique" mais surtout au Ahrar el-Cham, l'ancien mouvement rebelle syrien le plus puissant après Daech. Pour le moment, Idlib n'est pas vraiment un objectif, l'aviation gouvernementale se contentant d'y mener des raids aériens pour y maintenir un climat d'insécurité. Les Turcs en accord avec les Russes ont parsemé son pourtour de "postes d'observation" qui sont surtout destinés à empêcher l'armée de Bachar el-Assad de tenter d'y mener une offensive. Objectivement, cette province sert de zone tampon où tous les islamistes (et leurs familles) qui ont évacué (après négociations avec Damas) d'autres zones reconquises dans le pays, sont transférés et implantés - au prix de combats internes évoqués plus avant -.

Parallèlement, les forces gouvernementales appuyées par les milices chiites étrangères font effort au niveau de l'Euphrate à la frontière irakienne pour en chasser Daech qui y est toujours retranché. C'est là que les Israéliens auraient effectué une frappe aérienne dans la nuit de dimanche 17 au lundi 18 juin. 52 miliciens progouvernementaux dont 22 volontaires d'une milice chiite irakienne (vraisemblablement la Kata'ib Hezbollah) auraient été tués. C'est la première fois que l'aviation israélienne s'engage si profondément à l'est de la Syrie. A l'évidence, l'Etat hébreu veut accentuer la pression sur les forces chiites dont une partie est placée sous la tutelle de Téhéran, afin de pousser les Iraniens à ne pas s'installer durablement dans le pays. L'autre objectif est de briser le "corridor" qui va de l'Iran à la Méditerranée en passant par l'Irak puis le sud de l'Euphrate. Cependant, les Iraniens ont fait trop de sacrifices en vies humaines, ont trop investi dans cette guerre destinée d'abord à défendre Bachar el-Assad, pour se désengager à court ou moyen terme.

Juste au nord-ouest de l'Euphrate, les Américains soutiennent toujours les Forces démocratiques syriennes (FDS) dont la composante combattante reste constituée majoritairement de Kurdes du PYD, le "cousin" du PKK turco-kurde (ce qui fait que les Occidentaux se retrouvent de fait à soutenir des forces anti-capitalistes dont l'idéologie de base reste le marxisme-léninisme auquel s'est greffé une dose d'écologie et d'autogestion - très en vogue dans les milieux intellectuels libéraux occidentaux -). Leur objectif est de libérer une importante poche tenue par Daech à la frontière irakienne. Mais la nébuleuse terroriste ne reste pas inactive. Ses activistes lancent des raids de type *hit and run* dont l'un a touché pour la première fois depuis sa libération la région de Raqqa, l'ex "capitale" du "califat". Accessoirement, les FDS appuyées par les Américains s'en prennent aux infrastructures en hydrocarbures encore aux mains de Daech. D'importantes caches de drogues - dont du captagon - ont été découvertes ce qui laisse à penser que son trafic est un des moyens de financement actuel de Daech (par contre son usage par des activistes est interdit car considéré comme "haram" - un péché -).

Daech est aussi réparti au sein des populations sunnites au centre de la Syrie et présente une menace sécuritaire permanente, les forces gouvernementales, même renforcées par les milices étrangères, étant insuffisantes en nombre pour quadriller efficacement l'ensemble du terrain.

Quelles sont encore les différentes forces en présence, et comment peut-on anticiper l'évolution de la situation sur le terrain au cours des prochaines semaines et des prochains mois ?

Les effectifs des uns et des autres sont difficiles à évaluer car il y a de nombreuses rotations venant de l'extérieur.

En ce qui concerne l'armée régulière, elle était forte en 2011 de 400 000 hommes, majoritairement des conscrits. Il n'y aurait plus aujourd'hui que 130 000 hommes sous les drapeaux et encore, les Russes estiment que seuls 30 à 40 000 sont véritablement aptes à combattre. A noter que Damas ne contrôle directement qu'une partie de son armée régulière, celle qu'elle parvient à payer. Pour le reste, ce sont des chefs de guerre locaux qui sont aux manettes et qui acceptent la tutelle du commandement central quand cela leur chante.

Le Hezbollah libanais compterait quelques 7 000 combattants, effectifs qui seraient en légère diminution, une

partie étant rapatriée au Liban pour se refaire des forces. Ses unités réparties au niveau du Qalamoun à proximité du nord du plateau du Golan ont été retirées suite à des tractations entre la Russie et Israël.

Les autres milices chiites, qu'elles soient syriennes, irakiennes, afghanes ou pakistanaises, compteraient une dizaine de milliers de combattants auxquels il faut ajouter au moins 3 000 pasdaran iraniens qui servent surtout d'encadrement ou de conseillers pour la mise en œuvre d'une chaîne de commandement à peu près cohérente.

Comme le l'ai évoqué précédemment, Daech aurait encore quelques milliers de combattants implantés dans plusieurs poches le long de la frontière irakienne mais aussi le long de l'Euphrate, à l'est de Damas et au sud-ouest du pays. Surtout, les activistes restent mélangés à la population sunnite majoritaire dans le pays. Ils trouvent auprès d'elle aide et assistance selon la vieille théorie maoïste du « poisson dans l'eau ».

Les autres mouvements rebelles - très divisés, particulièrement dans la région d'Idlib - seraient forts de plusieurs dizaines de milliers de combattants.

Enfin, il convient de ne pas oublier les Turcs et les milices qu'ils soutiennent (majoritairement des turkmènes) qui tiennent un lambeau de terre syrienne depuis l'Euphrate à l'est jusqu'au canton d'Afrin à l'ouest et qui sont maintenant présents à proximité de Manbij d'où les FDS devraient partir d'ici l'automne (les Américains leur ont demandé poliment après avoir négocié ce point avec Ankara).

Ces FDS compteraient environ 100 000 activistes mais nombre d'entre eux - surtout des sunnites - ne peuvent être employés qu'en tant que "gardiens locaux" car ils ne font que défendre leur zone d'implantation et ne veulent pas en sortir.

Quelles sont les conditions à remplir pour permettre une fin effective des combats sur l'ensemble du territoire ?

Je reste très pessimiste pour l'avenir. La fin des combats n'est pas pour demain d'autant qu'il y a belle lurette que ce n'est plus le sort des Syriens qui importe les pays engagés dans cette guerre civile mais leurs intérêts propres dans tout le Proche-Orient.

Les Russes veulent préserver ce point d'appui en Méditerranée orientale pour le demi-siècle à venir, les Iraniens tiennent à consolider leur "corridor" et à lui trouver un débouché maritime (ce qui permet de penser qu'il va y avoir du "sport" avec les Israéliens qui veulent écraser ce projet dans l'œuf), les Américains ne restent que pour faire barrage aux Russes et aux Iraniens en préservant une zone autonome tenue par les FDS à l'est de l'Euphrate (ce qui fait tout de même en superficie un bon quart de la Syrie), les Turcs souhaitent maintenir une zone tampon le long de leur frontière pour neutraliser les velléités indépendantistes des Kurdes et, enfin, les Saoudiens et les pays arabo-musulmans souhaitent mettre des bâtons dans les roues à l'influence perse en Irak et en Syrie (particulièrement en finançant des groupes rebelles non officiellement liés à Al-Qaida "canal historique" ou à Daech) et peut-être, le projet est à l'étude, en reconstruisant les infrastructures contrôlées par les FDS, Washington ne souhaitant pas y mettre un dollar de plus... Il reste le Qatar qui s'oppose aux Saoudiens et au régime syrien. Il a fait le choix de soutenir les Turcs (Frères musulmans obligent!).

Cette guerre par procuration n'a donc aucune raison de cesser dans l'avenir d'autant qu'aucun intervenant n'a les moyens de contrôler l'ensemble du pays. Localement, les profiteurs de guerre vont continuer à faire fructifier leurs actifs en développant tous les trafics qu'ils peuvent diriger : armes, êtres humains, drogues, antiquités, matières premières, etc. La Syrie est un Etat failli et, plus grave encore, volontairement laissé dans cette situation du fait des intérêts particuliers de chaque protagoniste.